

Guichet unique des installations classées
pour la protection de l'environnement (ICPE)

Chambéry, le 12 NOV. 2025

**Arrêté préfectoral complémentaire n°ICPE-2025-063
portant suspension de la surveillance des eaux souterraines**

Société KALIAKLOUDAS et FILS

Commune de La Bâthie (73540)

La préfète de la Savoie
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, et notamment son titre 1^{er} des parties réglementaires et législatives du livre V et plus particulièrement ses articles L. 181-14 et R. 181-45 ;

VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux) ;

VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 1993 autorisant M. Georges REIGNIER à exploiter notamment un centre de tri, transit et regroupement de déchets métalliques non dangereux et une installation de stockage de véhicules hors d'usage sur la commune de La Bâthie ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 octobre 2003 prescrivant à Monsieur REIGNIER une surveillance des eaux souterraines pour les installations qu'il exploite sur le territoire de la commune de La Bâthie ;

VU la décision du ministère de la justice en date du 16 janvier 2012, autorisant M. Georges REIGNIER à changer son nom en KALIAKLOUDAS ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 décembre 2013, délivré à M. Georges KALIAKLOUDAS actant les droits acquis des activités exercées sur le site de La Bâthie au titre des rubriques 2712, 2713, 2718 et 2791 de la nomenclature des installations classées et remplaçant le cahier des charges joint à l'agrément du centre VHU par le nouveau cahier des charges rendu applicable à l'établissement depuis la parution de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 juin 2018 portant agrément du centre VHU N° 73000011D ;

VU les campagnes de prélèvement de 2021, 2022 et 2024 ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne Rhône-Alpes en date du 5 août 2025 ;

VU le projet d'arrêté préfectoral adressé à l'exploitant par courrier du 5 septembre 2025 dans le cadre de la procédure contradictoire prévue à l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du projet d'arrêté susvisé ;

CONSIDÉRANT que les campagnes de prélèvement de 2021, 2022 et 2024 ont confirmé l'absence d'hydrocarbures dans les eaux souterraines de l'établissement Kaliakoudas ;

CONSIDÉRANT que la surveillance des eaux souterraines imposée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 octobre 2003 peut être suspendue ;

SUR proposition de monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Savoie ;

ARRETE

Article 1^{er}:

La surveillance des eaux souterraines des installations exploitées par la société KALIAKOUDAS sur le territoire de la commune de La Bâthie, prescrite par l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 octobre 2003, est suspendue.

L'exploitant maintiendra en état les deux piézomètres présents sur le site.

Article 2 : Notification et publicité

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 et R.181-45 du code de l'environnement, Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de La Bâthie pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de La Bâthie fera connaître par procès-verbal adressé à la préfecture de la Savoie, l'accomplissement de cette formalité.

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée.

Cet arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Savoie pendant une durée minimum de 4 mois.

Article 3 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il ne peut qu'être déféré au Tribunal Administratif de GRENOBLE, juridiction administrative territorialement compétente par :

1° les tiers intéressés, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'établissement présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

2° les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut également faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Article 4 : Exécution

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Savoie et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Auvergne Rhône-Alpes, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est adressée à monsieur le maire de La Bâthie.

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation,
Le secrétaire général,

Julien PAILHERE